

CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GUER / © AVOVENTES.FR

SAISIE IMMOBILIERE  
CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE  
CLAUSES ET CONDITIONS

Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution des saisies immobilières près le Tribunal Judiciaire de MARSEILLE, au plus offrant et dernier enchérisseur, les biens et droits immobiliers suivants :

Commune de AUBAGNE (13400),  
24 rue de la République, à l'angle de la rue Peypagan,

Dans un immeuble élevé sur trois étages à usage d'habitation sur rez-de-chaussée et cave à usage commercial, figurant au cadastre de la commune sous le numéro AE n°305 pour une contenance de 00 ha 00a 95 ca,

Le lot de copropriété suivant :

## LOT NUMERO DEUX (2),

UN APPARTEMENT au premier étage de quatre pièces, dont la désignation au 18 juin 2019 était la suivante : un hall, WC, salle d'eau, placard, séjour, cuisine ouverte, deux chambres ouvrant sur un balcon ; Et les vingt-cinq centièmes (25/100 èmes) des parties communes générales.

Ils figurent à la matrice du rôle de la taxe foncière de la commune de AUBAGNE tel que cela résulte du relevé de propriété délivré le 22 février 2024 par le CDIF Marseille, joint en annexe.

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division établi aux termes d'un acte reçu par Maître FRICKER, notaire à AUBAGNE, le 20 mars 1992, publié au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3 le 03 juillet 1992 volume 1992P 4844.

L'ensemble immobilier a fait l'objet d'une modification de l'état descriptif de division aux termes d'un acte reçu par Maître FRICKER, notaire à AUBAGNE, le 18 avril 1997, transcrit au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3 le 23 mai 1997 volume 1997P numéro 4134.

Le règlement de copropriété a été établi aux termes d'un acte reçu par Maître SEGUIN, notaire à AUBAGNE, le 27 décembre 1951, transcrit au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3 le 03 janvier 1952 volume 1852 P numéro 45.

Les biens et droits immobiliers ci-dessus désignés appartiennent à [redacted], pour les avoir acquis aux termes d'un acte de vente au rapport de Maître Agnès BANOUN de la SELARI « AGNES BANOUN Notaire et associés », le 18 juin 2019, publié au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3, le 05 juillet 2019 sous les références d'enlissement 1314P03 2019P6636.

SAISIS A L'ENCONTRE de :

**©AVOVENTES.FR**

**Aux requête, poursuites et diligences de la société :**

- CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GUER, société coopérative de crédit à capital variable et responsabilité statutairement limitée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de VANNES sous le numéro 777 820 812, et dont le siège social est sis Place de l'Eglise 56380 GUER,

Ayant pour Avocat plaident la SELARL SEGARULL GUILLOU-PERRIER, représentée par Maître Stéphan SEGARULL, Avocat au barreau de Lorient, y demeurant 2 rue Cambry 56100 LORIENT, et ayant pour Avocat postulant la SCP JACQUIER ET ASSOCIES, représentée par Maître Mathieu JACQUIER, Avocat au barreau de MARSEILLE, y demeurant 6 cours Pierre Puget 13006 MARSEILLE, cette dernière étant constituée sur la présente poursuite de vente,

Suivant commandement du ministère de Patrick LASCABES, commissaire (huissier) de justice demeurant 11 rue Guillaume Clerc BP 20 30150 ROQUEMAURE, en date du 23 avril 2024 à

, sus nommés,

**EN VERTU de :**

- de la copie exécutoire d'un acte reçu par Maître Agnès BANOUN, notaire associé unique de la SELARL dénommée « AGNES BANOUN Notaire et associés » titulaire d'un office notarial à la résidence de LA PENNE SUR HUVEAUNE (BOUCHES-DU-RHONE), 23 boulevard de la Gare, en date du 18 juin 2019, contenant deux prêts de la CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GUER consentis à

à savoir :

- l'un d'un montant de 88 963 € en principal au taux de 1,77 % fixe l'an,
- l'autre d'un montant de 80 000 € en principal au taux de 1,35 % fixe l'an.

La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GUER est créancière de

en capital, intérêts et accessoires, selon décomptes arrêtés au 10 février 2024 de la somme totale de **163 525,79 €** s'établissant comme suit :

**-prêt de 88 963 € en principal, contrat DD13936788, n° 0961285487802 au 10.02.2024 :**

. solde restant dû au 09.02.2024.....85 474,41 €  
. intérêts contractuels impayés..... 1 060,29 €

. Assurances impayées.....	204,21 €
. Intérêts de retard impayés.....	8,06 €
. Intérêts contentieux au taux de 1,77 %.....	109,04 €
. Indemnité d'exigibilité.....	6 050,66 €
Total .....	92 906,67 €
. outre les frais de procédure.....	mémoire
. outre les intérêts contractuels postérieurs au 04.01.2024 au taux conventionnel de 1,77 % l'an jusqu'à paiement.....	mémoire

**-prêt de 80 000 € en principal, contrat DD13936790, n° 0961285487803  
au 10.02.2024 :**

. solde restant dû au 09.02.2024.....	64 964,12 €
. intérêts contractuels impayés.....	694,63 €
. Assurances impayées.....	224,40 €
. Intérêts de retard impayés.....	75,69 €
. Intérêts contentieux au taux de 1,35 %.....	63,03 €
. Indemnité d'exigibilité.....	4 597,25 €
Total .....	70 619,12 €
. outre les frais de procédure.....	mémoire
. outre les intérêts contractuels postérieurs au 04.01.2024 au taux conventionnel de 1,35 % l'an jusqu'à paiement.....	mémoire

**TOTAL GENERAL arrêté au 10/02/2024 : 163 525,79 €**

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserves, et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution , c'est-à-dire :

1 - La constitution de la SELARL SEGARULL GUILLOU-PERRIER, représentée par Maître Stéphan SEGARULL, Avocat plaçant au barreau de LORIENT, y demeurant 2 rue Cambry 56100 LORIENT, et la SCP JACQUIER ET ASSOCIES, représentée par Maître Mathieu JACQUIER, Avocat postulant au barreau de MARSEILLE, y demeurant 6 cours Pierre Puget 13006 MARSEILLE, avec élection de domicile à son cabinet, et l'indication que tous les actes d'opposition au commandement, les offres réelles et toutes les significations relatives à la saisie pourront être notifiés à ce domicile élu.

2 - L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré.

3 - Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires.

4 - L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra, et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du Juge de l'Exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure.

5 - La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels portent la saisie-immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.

6 - L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble, et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3.

7 - L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre.

8 - L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du Juge de l'Exécution.

9 - La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de Justice, les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social.

10 - L'indication qu'un huissier de Justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble.

11 - L'indication que le Juge de l'Exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire de MARSEILLE.

12 - L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et des décrets n°91-1266 du 19

décembre 1991 et n°2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de cette loi.

13 - L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers, instituée par l'article L 331-1 du Code de la Consommation.

14 - Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3, le 7 juin 2024, volume1314P03 2024S n°150 tel que cela résulte de l'état hypothécaire sur formalité délivré le 05 août 2024 par le SPF de Marseille 3

De même, par exploit en date du 1<sup>er</sup> août 2024 délivré à par Maître Patrick LASCABES, Commissaire de Justice à ROQUEMAURE (30150, 11 rue Guillaume Clerc, la CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GUER a fait délivrer une assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Madame ou Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de MARSEILLE pour le :

VINGT-NEUF OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE  
A NEUF HEURES ET TRENTE MINUTES  
(29 octobre 2024 à 9H30)

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de MARSEILLE, en UN LOT, des biens immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué:

**DESIGNATION :**

Commune de AUBAGNE (13400),  
24 rue de la République, à l'angle de la rue Peypagan,

Dans un immeuble élevé sur trois étages à usage d'habitation sur rez-de-chaussée et cave à usage commercial, figurant au cadastre de la commune sous le numéro AE n°305 pour une contenance de 00 ha 00a 95 ca,

Le lot de copropriété suivant :

## LOT NUMERO DEUX (2).

UN APPARTEMENT au premier étage de quatre pièces, dont la désignation au 18 juin 2019 était la suivante : un hall, WC, salle d'eau, placard, séjour, cuisine ouverte, deux chambres ouvrant sur un balcon ; Et les vingt-cinq centièmes (25/100 èmes) des parties communes générales.

Ils figurent à la matrice du rôle de la taxe foncière de la commune de AUBAGNE tel que cela résulte du relevé de propriété délivré le 22 février 2024 par le CDIF Marseille.

Et tels au surplus que lesdits biens immobiliers qui précèdent existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte du 29 mai 2024, ACT'SUD, SCP ABEILLE – GASCOIN, commissaires de justice associés à MARSEILLE, 4 rue Stanislas Torrents, Huissiers de Justice à MARSEILLE (13006), a procédé à un PV descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après, lequel est annexé au présent cahier des conditions de la vente.

Aux termes de ce procès-verbal descriptif, le bien est occupé par [REDACTED] qui a indiqué être locataire, laquelle a déclaré au commissaire de justice occuper ce bien avec ses deux enfants mineurs moyennant un loyer charges comprises de 834 €/mois dont 455 € versés par la CAF.

Un métré loi carrez a été établi lequel fait apparaître une superficie au sens de la Loi Carrez de 64,93 m<sup>2</sup> (soixante-quatre mètres carrés et quatre-vingt-treize).

Les diagnostics immobiliers et les rapports seront effectués et déposés ultérieurement, et feront l'objet d'un dire.

### REGLEMENT DE COPROPRIETE – EDD :

L'ensemble immobilier dont s'agit a fait l'objet :

- D'un règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître SEGUIN, Notaire à AUBAGNE (13) le 27 décembre 1951 transcrit au SPF de Marseille le 3 janvier 1952 volume 1852 P numéro 45.

- D'un état descriptif de division établi aux termes d'un acte reçu par Maître FRICKER, Notaire à AUBAGNE (13) le 20 mars 1992 publié au SPF de Marseille 3 le 3 juillet 1992 volume 1992 P numéro 4844.

Ledit état descriptif de division modifié :

- o Aux termes d'un acte reçu par Maître FRICKER, notaire susnommé le 18 avril 1997 publié le 23 mai 1997 volume 1997 P numéro 41343 mai 1997 volume 1997 P numéro 4134

#### ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers ci-dessus désignés appartiennent à

rapport de Maitre Agnes BANOUN de la SELARL « AGNES BANOUN Notaire et associés », le 18 juin 2019, publié au Service de la Publicité Foncière de MARSEILLE 3, le 05 juillet 2019 sous les références d'enlissement 1314P03 2019P6636.

#### CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

##### Article 1er - Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

##### Article 2 - Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant *en deçà* duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

### **Article 3 - Etat de l'immeuble**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

### **Article 4 - Baux, locations et autres conventions**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

### **Article 5 - Prémotion et droits assimilés**

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

- *S.A.F.E.R., locataires fermiers, locataires dans immeuble en copropriété, zones à périmètre sensible, Z.I.F., etc. :*

*Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :*

*Article 108 :*

*Le titre 1<sup>er</sup> du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :*

*Dispositions applicables en matière de saisie immobilière du logement principal.*

*Article L 616 :*

*En cas de vente sur saisie immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.*

*Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.*

*En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.*

#### **Article 6 - Assurances et abonnements divers**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

#### Article 7 - Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

### CHAPITRE II - ENCHERES

#### Article 8 - Audience d'orientation – Mise à prix - Adjudication

L'audience d'orientation aura lieu le vingt-neuf octobre deux mille vingt-quatre à neuf heures et trente minutes (29 octobre 2024 à 9H30).

Conformément aux dispositions de l'article R 322-15 du décret du 30 mai 2012 ci-après reproduit:

*"A l'audience d'orientation, le juge de l'exécution, après avoir entendu les parties présentes ou représentées, vérifie que les conditions des articles L 311-2, L 311-4 et L 311-6 du Code des procédures civiles d'exécution sont réunies, statue les éventuelles contestations et demandes incidentes et détermine les modalités de poursuite de la procédure, en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur ou en ordonnant la vente forcée. Lorsqu'il autorise la vente amiable, le juge s'assure qu'elle peut être conclue dans des conditions satisfaisantes compte tenu de la situation du bien, des conditions économiques du marché et des diligences éventuelles du débiteur. «*

L'adjudication aura lieu en UN lot pardessus la ou les mises à prix ci-après indiquées :

**CENT-DIX MILLE EUROS (110 000 €) frais en sus,**

offertes par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de vente.

Le montant de chaque enchère sera de 1 000 euros.

#### **Article 9 - Réception des enchères**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

#### **Article 10 - Garantie à fournir par l'acquéreur**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

#### **Article 11 - Surenchère**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

#### **Article 12 - Réitération des enchères**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

### **CHAPITRE III - VENTE**

#### **Article 13 - Transmission de propriété**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

#### **Article 14 - Désignation du séquestre**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

#### **Article 15 - Vente amiable sur autorisation judiciaire**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

#### **Article 16 - Vente forcée**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du code civil.

#### **Article 17 - Paiement des frais de poursuites et des émoluments**

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle

auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

#### **Article 18 - Droits de mutation**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

#### **Article 19 - Obligation solidaire des co-acquéreurs**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

## CHAPITRE IV - DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

### Article 20 - Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
  - b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;
- le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

### Article 21 - Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe « b » du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

#### **Article 22 - Contributions et charges**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au *prorata temporis* à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

#### **Article 23 - Titres de propriété**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

#### **Article 24 - Purge des inscriptions**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

#### **Article 25 - Paiement provisionnel du créancier de premier rang**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

#### **Article 26 - Distribution du prix de vente**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

#### **Article 27 - Election de domicile**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

## CHAPITRE V - CLAUSES SPECIFIQUES

### Article 28 - Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

### Article 29 - Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par la SELARL SEGARULL GUILLOU-PERRIER, représentée par Maître Stéphan SEGARULL, Avocat poursuivant.

A MARSEILLE, le 5 aout 2024

la SCP JACQUIER ET ASSOCIES,  
représentée par Maître Mathieu JACQUIER

#### Annexes :

Matrice cadastrale  
Plan cadastral  
PV descriptif.



